

Penser globalement, beaucoup s'y appliquent et pour ma part, je mentionnerai prochainement une publication rédigée par une équipe de militants pédagogiques liés à l'AFL.

Agir localement : voici un exemple concernant la France profonde, dans un village de près de 3000 habitants. La vie politique y est inexistante, en revanche la vie associative y est très riche notamment depuis une dizaine d'année. Une association s'y est constituée dans le but de développer le lien social, d'où l'acronyme : ADELIS. Ce lien s'est constitué y compris avec les divers minorités, maghrébines, turques, portugaises qui ont bénéficié de cours bénévoles de français et d'alphabétisation. Le travail en direction des enfants y est très important, mais il n'échappe pas au cloisonnement. Cette vie associative est remarquée au niveau du département (notamment par la CAF).

L'école fait l'objet de beaucoup de soins (municipalité, sou des écoles) mais, en dépit d'un fonctionnement très classique et parfois détestable, il n'est pas question de la mettre en cause, ou simplement de la questionner. Les parents ont souvent beaucoup à dire, mais ils se taisent de crainte que leurs enfants en subissent les conséquences. Comme partout, les devoirs sont intouchables. Ils sont volumineux, dès le CP. Il faut dire que l'école confessionnelle fait de la surenchère... Quand arrive un instit un peu progressiste, il ne peut que se résigner et subir la loi de la majorité. Ces réalités ne sont pas exceptionnelles et elles existent aussi bien dans la grande ville voisine. Il serait bon que les militants « révolutionnaires » en tiennent compte.

L'attachement aux devoirs (y compris de la part de nombreux parents qui ainsi « peuvent suivre leur enfant »), et leur volume, montrent que les enseignants sont fort loin d'être préoccupés par les « rythmes biologiques » et qu'ils ne se posent pas la question de leur rôle dans le renforcement des inégalités sociales que certains sociologues décrivent aujourd'hui et que nous dénonçons depuis longtemps..

Le volet de la « refondation » qui concerne les rythmes scolaires met, dans ce village comme ailleurs, l'association et la municipalité dans l'embarras. Je ne discuterai que de la réflexion qu'il provoque, non pas tant sur la biologie que sur l'indispensable décroisement de l'action éducative. D'abord au sein de l'association ADELIS.

Les bénévoles et professionnels ont, en juin 2013, procédé à une réflexion (au-delà des rythmes biologiques) sur le thème des « malmenages » que subissent les enfants. La liste dressée est considérable, une large partie concerne l'école, et l'association s'est ralliée à ma proposition d'organiser un débat public en octobre. Celui-ci portera sur la question : « grandes et petites souffrances des enfants... Parents, enseignants, associations, élus, comment agir ? ».

Cette décision m'a convaincu que le moment est venu de provoquer une réflexion « politique » au sein de l'association, en commençant par son conseil d'administration qui est invité à discuter cette proposition :

EN QUOI DES DEBATS PEUVENT- ILS DONNER
UNE DIMENSION SUPPLEMENTAIRE A ADELIS ?

« Développer le lien social » c'est permettre de se rencontrer, se distraire et se cultiver ensemble, s'entraider etc.

La pratique des débats publics, si elle s'installe et se perpétue, permettra de réfléchir ensemble, et éventuellement, d'exprimer des besoins, de former des projets, de chercher les moyens de les réaliser.

Pour que le débat ne soit pas réservé à une catégorie sociale, il faut que chacun-e puisse s'exprimer, écouter et respecter les autres, participer réellement à la réflexion commune. Les techniques que nous avons déjà éprouvées à Saint-Siméon, permettent d'éviter la confiscation de la parole par les uns et la frustration et le découragement des autres, d'éviter le cours magistral intimidant. Elles

seront utilisées pour le débat le 15 octobre.

Le « respect des rythmes », malgré les difficultés pour mettre en œuvre les (timides) mesures prévues, présente l'intérêt d'obliger toutes les parties (Enseignants, parents, associations, municipalité - qu'on peut nommer « coéducateurs ») à se parler, voire à agir ensemble.

Il est intéressant de considérer ce fait comme un début de rupture avec la division du travail (appliquée à la vie sociale) qui engendre des domaines réservés, des incompréhensions, des réactions corporatistes, le désintéressement et la déresponsabilisation des citoyens et en ce qui concerne l'éducation, une division du travail qui fragmente et cloisonne les actions, les territoires, au détriment des enfants.

Le débat peut être également l'occasion de réfléchir au système qui existe depuis plus de 125 ans, dont la fonction semble naturelle : mettre les enfants en compétition, les conformer à un programme officiel ayant pour but le lycée et le baccalauréat, au profit d'un « élitisme républicain » (Vincent Peillon met en cause une « école pensée comme machine à trier »). Un système qui n'a pas l'éducation pour objectif en dépit de son nom Éducation Nationale.

Par cette pratique, ADELIS peut jouer pleinement son rôle « d'Éducation Populaire », permettant le questionnement des habitudes, des modes de pensée, et éventuellement mettre en œuvre la « démocratie participative » dans la mesure où la réflexion conduit à s'intéresser à des décisions concernant la collectivité des habitants...

Mettre en cause la division du travail, la nature du système éducatif (« L'école de Jules Ferry » que décrit Jean Foucambert dans son livre), autogérer « l'éducation populaire », trois objectifs que je considère comme profondément politiques. En permettre la conscientisation « à la base » est une étape qu'on ne peut sauter.

A un autre niveau, celui où se situe « questions de classes », je considère qu'il faut, là aussi, à la manière du judo, accompagner la mise en question du système pour l'obliger à aller jusqu'au bout de sa logique. Je sais que j'ai troublé l'équipe qui anime le site en proposant un article intitulé « J'ose apprécier Vincent Peillon ». Il exprime dans son livre des opinions (que j'ai soigneusement listées) que les « révolutionnaires » devraient prendre au pied de la lettre pour justifier leurs pratiques devant l'administration, pour les conforter dans leurs rapports avec les parents, pour pousser les associations à aller jusqu'au bout de leur discours (je pense aux mouvements pédagogiques, à l'Education Populaire, à l'appel de Bobigny, au CAPE, aux syndicats ???,) pour interpeller le conseil National de l'Innovation.

Autrement dit, je souhaiterais que les militants se dotent non seulement d'un équipement idéologique mais qu'ils définissent une stratégie...

A suivre.

Raymond Millot